



LA COMEDIA DEL ARTE !

Il y a quelques temps, le secrétaire général de la CGT FO pour une situation de même nature avait intitulé son article « le bal des faux culs ». Nous aurions pu le reprendre sans hésitation aujourd'hui.

De quoi s'agit-il ? D'une nouvelle contre-réforme engagée avec grands renforts de publicité, il y a quelques mois et qui concerne ce code du travail trop imposant et trop complexe.

Un rapport était commandé par le premier Ministre auprès de M. Badinter, dont personne ne conteste les compétences mais dont personne non plus ne savait qu'il était un expert « es code du travail. »

La deuxième charge était lancée par la toute nouvelle Ministre du travail qui présentait « le bébé » plusieurs semaines avant que le conseil des Ministres ne s'en empare. Une première et un beau ballon d'essai ! Depuis, ceux qui ne sont jamais opposés à rien dans la dernière période y vont de leurs critiques acerbes pour « jeter ce texte aux chiens ». Nous visons bien sûr le Parti Socialiste, la CFDT et les satellites de cette dernière.

Qu'est-ce que cela peut bien cacher ? Tellement mauvais, tellement à répéter que ces partis ou organisations sont prêts à descendre dans la rue tout en déclarant aussitôt que tout n'est pas à rejeter.

La réponse à cette question ne peut qu'être immédiate tellement elle saute aux yeux. Tous ont préparé ce texte en commun listant en même temps tous les points sur lesquels le gouvernement lâchera et ceux que le PS - le MEDEF, la CFDT et consorts voudront qu'ils restent.

C'est sans nul doute un remake des contre-réformes sur les retraites où la CFDT s'engageait dans les manifestations, puis se retirait au milieu du conflit et allait signer les accords alors que les mouvements se poursuivaient.

C'est aussi un remake pour le Parti Socialiste qui applaudissait les manifestations sur les trottoirs, qui s'opposait avec violences dans ses déclarations alors qu'il

confortait et amplifiait les contre réformes lorsqu'il revenait au pouvoir. Chacun peut d'ailleurs le constater aujourd'hui.

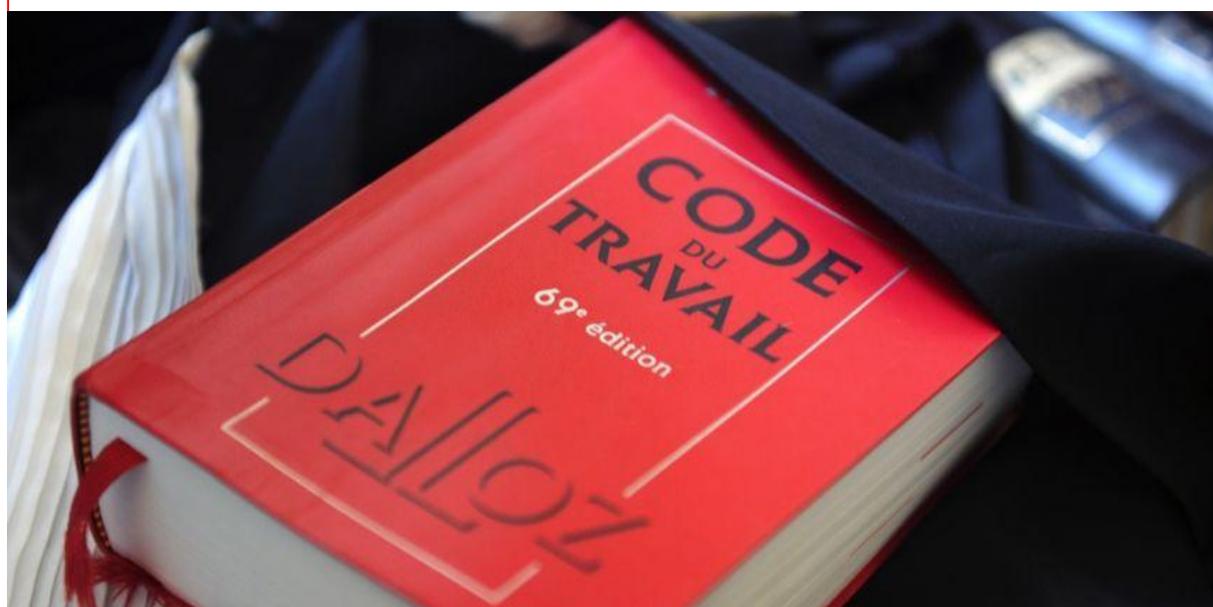
S'il y avait des paris à faire aujourd'hui, parions que le MEDEF l'acceptera, car c'est lui qui est à l'origine de cette contre-réforme lorsqu'il invitait le premier ministre à ses universités d'été, ce dernier faisait des « déclarations d'amour » à l'entreprise. Parions que le Parti Socialiste l'acceptera après que de pseudo négociations concluent par avance avec MEDEF et CFDT lui permette de dire qu'il a fait évoluer le texte.

Le premier secrétaire aura d'ailleurs dans ce domaine les conseils éclairés de certains de ses conseillers - membres d'un syndicat crée de toutes pièces par le parti socialiste : l'UNSA.

Parions que la CFDT signera, elle qui apparaît, aux yeux du journal « le Monde » comme la première opposante. Il est vrai qu'elle va vouloir donner ce sentiment, dans le même temps où elle a accepté tout ce qui conduit à la volonté du gouvernement de poursuivre la casse des avancées sociales de 1936 et de 1945. Elle a porté le pacte de responsabilité dont elle disait même qu'il était « son bébé » ; elle a soutenu la politique d'austérité découlant de ce pacte et des injonctions de la commission européenne.

Elle a signé les accords dans les fonctions publiques, elle s'est engagée dans toute les contre réformes touchant les retraites, elle n'a pas levé le petit doigt lorsque les services publics sont attaqués et particulièrement dans les domaines de l'école, de l'hôpital, de la sécurité sociale...

Ces « opposants » ont surtout la volonté profonde de garantir dans la loi « l'accord d'entreprise » en détruisant les accords de branche. L'accord d'entreprise est le noyau central de la contre-réforme. C'est lui qui permettra au MEDEF de mieux faire peser la pression et d'exercer les chantages à l'emploi, aux salaires, aux conditions de travail.



Ils n'ont qu'une seule expression celle de la « fléxi-sécurité outil de défense des travailleurs »

La réalité sera bien différente. Ce sera beaucoup de flexibilité, des licenciements à la chaîne dans le même temps où la sécurité sera des plus réduites.

On a pour habitude de lire dans la presse, ces derniers jours, que cette réforme est d'une importance considérable pour un Président de la République dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'il n'est pas le « chouchou » des Français.

Des Français qui regardent ce qui a été fait :

- Le pacte de responsabilité a surtout servi les intérêts du patronat dans le même temps où l'emploi continuait à disparaître.
- Le blocage des salaires dans les fonctions publiques et le secteur privé et le blocage de la totalité des retraites n'ont pas contribué à relancer l'économie.
- Les réformes engagées dans les services publics conduisent à des dégradations considérables qui font qu'une par une les grandes entreprises publiques appellent au secours !
- Les contre réformes engagées dans les hôpitaux et à la sécurité sociale sont désastreuses pour les patients et les assurés sociaux.

Les gouvernements portent une lourde responsabilité dans tous ces échecs malgré l'aide de leurs « partenaires ».

Réveillez-vous ! Ce que vous avez déjà négocié avec les mêmes partenaires, nous conduira une nouvelles fois à l'échec.

Tous pensent sans doute à une belle et grande négociation conduisant à un accord essentiel sur le code du travail. Il est vrai qu'aujourd'hui la mode est aux nuits passées en négociations. Le suspens est toujours à son comble ! Débouchera-t-on ou pas sur un accord ?

Ce fut vrai pour la Cop 21 où le suspens de 15 jours a failli nous tuer, particulièrement dans les dernières heures. Mais au bout du suspens l'accord était là, porté par un Président- Ministre en chemise (pas déchirée) au petit matin.

Les Français depuis 15 jours dans les embouteillages n'en croyaient pas leurs yeux mais surtout ne voyaient pas comment cela allait se concrétiser.

C'est vrai pour la négociation à Bruxelles, avec des « cadences infernales de travail » des journées se terminant à 3 heures du matin et un accord porté par le premier Ministre britannique, lui aussi en chemise. Tous se sont félicités de cet accord. Tous ont réaffirmé qu'ils avaient gagné. Seuls les Britanniques détermineront s'ils restent ou non dans l'Europe. Ils n'ont pas eu l'air impressionné par les séances de nuit et restent aujourd'hui sceptiques sur les résultats.

Nous aurons droit à un véritable suspens sur le code du travail. Des séances de nuit en négociations entre gouvernement MEDEF et organisations syndicales, des séances de nuit où nous verrons là aussi des députés en chemise. Des grandes déclarations annonçant que l'essentiel est sauvé – l'engagement de certains dans quelques manifestations pour se dédouaner et aller signer le texte qui détruira le code du travail.

L'URIF FO qui s'est engagée dans toutes les grandes actions contre les réformes des retraites, l'ANI, le pacte de responsabilité etc... ne se laissera pas entraîner dans de pseudo négociations, conclues par avances entre ceux qui essaieront encore de tromper les travailleurs et servir la soupe à ceux qui veulent tout détruire.

Pour notre part, et nous tenons à le faire savoir, tant qu'il est encore temps, que nous ne manifesterons pas avec ceux dont nous savons qu'ils lâcheront la classe ouvrière au milieu du gué.

Pour l'URIF FO nous restons attachés depuis des années aux actions de grève et de manifestations sur des revendications claires avec la CGT, la FSU et SOLIDAIRES.

Nous restons attachés à ce qu'on dit nos secrétaires généraux successifs pour la Sécurité Sociale :

« LE CODE DU TRAVAIL VAUT BIEN UNE GREVE GENERALE INTERPROFESSIONNELLE POUR BLOQUER LE PAYS ET UNE MANIFESTATION NATIONALE JUSQU'AU RETRAIT DE CETTE LOI QUI REMET EN CAUSE LES CONQUETES SOCIALE DE 1936 ET 1945. »

Paris, le 22 février 2016

